

# ÉPISODE CÉVENOL 25

15 mars 2022

## *Un courant d'air et de rivière*

### Ukraine : Quid des négociations ?

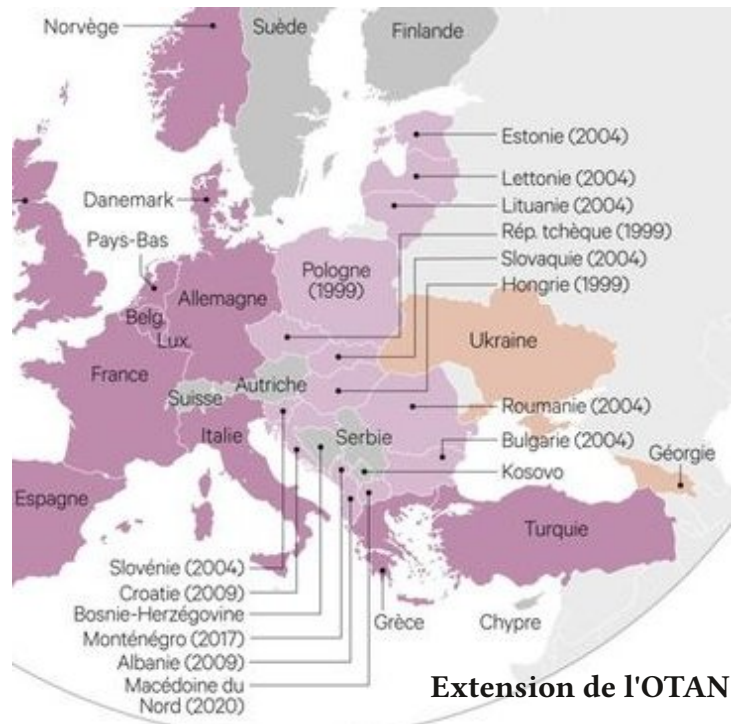
Le 24 février, les troupes russes envahissent l'Ukraine. Choc... sidération! L'inconcevable est arrivé. Une agression dont on saisit instantanément et instinctivement la portée : Elle peut entraîner une guerre globale et devenir nucléaire.

L'invasion de l'armée russe dont on n'évalue pas encore l'ampleur de la destruction a été largement condamnée dans le monde. Elle représente une grave violation du droit international. En représailles, des mesures drastiques d'ordre économique et financier mais également militaire ont été déployées par l'Occident dont on ne connaît pas encore les effets à moyen et long terme pour la Russie mais également pour l'Europe et les pays du Sud.

Est ce qu'une guerre, si terrible soit-elle, nous exempte de la nécessité d'en rechercher les causes et surtout de se demander comment la stopper le plus rapidement possible ? Comprendre ne signifie pas justifier. L'émotion que suscite le sort des victimes en Ukraine est immense et compréhensible mais ne doit pas nous voiler le regard face à l'engrenage déjà ancien qui risque aujourd'hui de nous mener vers une guerre globale. Il est encore temps de pousser les protagonistes à sortir de l'escalade et à emprunter la voie des négociations.

Pourquoi les dirigeants russes ont-ils décidé d'envahir l'Ukraine ? Malgré les dizaines de milliers de soldats stationnés aux frontières, malgré les attaques incessantes de l'armée ukrainienne dans le Donbass sécessionniste considérées par la direction russe comme des provocations inacceptables, personne n'a cru qu'une telle agression allait être lancée. Pourtant on savait qu'elle observait avec grande inquiétude depuis les années 2000 l'intégration progressive à l'OTAN des pays de l'ex-pacte de Varsovie et des anciennes Républiques de l'Union soviétique et ce malgré les garanties - orales - de non-expansion formulées par les responsables occidentaux au moment de sa chute. Cette évolution lui fait craindre qu'avec une adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'alliance atlantique, les troupes américaines soient présentes directement à ses frontières. C'est la raison

pour laquelle elle exige de plus en plus expressément des « garanties de sécurité » et préconise la neutralité de son voisin ukrainien.



L'Ukraine qui faisait partie intégrante de l'URSS a acquis son indépendance en 1991. Pendant des années elle a su conserver un équilibre entre forces pro-occidentales et pro-russes et une intégration à l'OTAN n'était pas à l'ordre du jour. Avec « la révolution du Maïdan » en 2014, fortement soutenue par les occidentaux, s'impose un régime nationaliste qui veut en découdre avec l'influence russe. Cette nouvelle donne provoque de vives protestations dans de nombreuses régions, notamment la sécession de la Crimée qui lors d'un référendum décide son rattachement à la Russie. Dans le Donbass, dont une partie est russophone, l'armée ukrainienne mène une guerre qui dure à ce jour et a causé la mort d'environ 14 000 civils. Les régions sécessionnistes sont quant à elles soutenues par la Russie. Les accords de Minsk de 2015 qui devaient permettre un règlement de ce conflit n'ont jamais été respectés par les dirigeants de Kiev qui vont jusqu'à signer le 10 novembre 2021 une Charte américano-ukrainienne de partenariat stratégique. Cet accord entérine l'alliance militaire offensive des deux pays et l'objectif d'adhésion à l'OTAN, déjà inscrit dans la constitution ukrainienne

depuis 2019. Cet enchaînement d'événements explique-t-il la décision d'envahir l'Ukraine ? Certainement mais il ne la justifie pas, et les victimes premières de cette offensive sont des civils.

De nombreux politiques et analystes (1) parmi lesquels Henry Kissinger, qui ne peut être soupçonné de sympathie avec le régime russe, avertissent qu'un tel déploiement étatsunien remet en question un équilibre précaire. L'ancien secrétaire d'État américain de 1973 à 1977 écrivait en mars 2014: « Si l'Ukraine doit survivre et prospérer, elle ne doit pas être l'avant-poste d'une des parties contre l'autre - elle doit fonctionner comme un pont entre elles. (...) Poutine devrait se rendre compte que, quels que soient ses griefs, une politique d'imposition militaire entraînerait une nouvelle guerre froide. Pour leur part, les États-Unis doivent éviter de traiter la Russie comme [un Etat] anormal auquel il faut apprendre patiemment les règles de conduite établies par Washington (2). » Kissinger conseille que l'Ukraine ne devrait pas intégrer à l'OTAN mais adopter une position de neutralité comparable à celle de la Finlande.



Sans surprise, cette analyse ne s'est pas imposée et rien n'a été entrepris pour freiner les provocations des responsables ukrainiens notamment dans le Donbass. Au contraire, l'attitude belliciste des Etats-Unis a exacerbé le conflit entre les deux Etats. Après des années d'appels et de mises en garde, les décideurs du Kremlin ont fini par opté pour une action militaire et personne ne sait jusqu'où ils peuvent aller. L'armée russe encerclent des villes, les bombardements sont réguliers depuis près de trois semaines, tandis que l'armée et les milices ukrainiens ripostent. Conséquences de cette guerre : Des centaines de civils meurent, des milliers sont blessés et des millions fuient leurs domiciles.

Comment réagissent les Etats occidentaux, en parti-

culier ceux membres de l'OTAN ? Ils décident au lendemain de l'invasion d'armer et de financer davantage l'armée ukrainienne et de lui transmettre des informations militaires. Mais surtout ils imposent à la Russie des sanctions jusque là inédites alors qu'il est connu qu'elles n'ont jamais fait infléchir les gouvernants concernés. Celles-ci s'étendent non seulement à l'économie, la finance mais également au sport, à l'art etc. quitte à ce que les propres intérêts des Européens en soient gravement et durablement affectés. Les Etats-Unis ont décidé un embargo sur le pétrole russe qui les touche peu mais leur permet de faire pression sur l'Europe qui en dépend fortement. Il est à craindre que les retombées des sanctions auront des répercussions dans le monde entier. Déjà les prix des matières premières explosent et celui du blé entraînera forcément des famines.

N'est-il pas temps de mener des négociations ? Ne faut-il pas trouver un moyen de rompre cette logique de guerre en prenant en compte les intérêts des deux parties ? Plusieurs Etats (Turquie, Chine...) ont d'ores et déjà proposé leur médiation. Alors, il est vrai que les

dirigeants russes maintiennent leurs exigences tout en continuant leur avancée militaire. Mais ils acceptent tout de même d'échanger et participent à des rencontres avec des responsables ukrainiens qui, si elles n'ont pas encore abouti à des résultats concrets, ont le mérite d'avoir lieu. Par contre l'action des Européens est équivoque et peu constructive dans la mesure où les entretiens des hommes d'Etat (notamment Macron et Scholz) avec Vladimir Poutine semblent avoir pour unique objectif de le contraindre à revenir sur sa position sans proposition de sortie. Quant aux responsables étatsuniens, ils campent dans un rapport de force destructeur entraînant les Européens dans leur sillage. Pourtant s'ils décidaient que des négociations étaient nécessaires immédiatement une avancée notable s'ensuivrait. L'heure est grave et nous sommes tous et toutes concernés. Un véritable mouvement pour la paix ne peut soutenir une partie du conflit mais doit exiger que tous les protagonistes s'installent autour d'une table de négociations. [Tissa]

1- Noam Chomsky présente dans une interview du 4 mars 2022 les avis de divers spécialistes de la Russie : <https://www.revue-ballast.fr/ukraine-le-regard-de-noam-chomsky/>

2- Henry A. Kissinger, Henry Kissinger: To settle the Ukraine crisis, start at the end, 5 mars 2014, [https://www.washingtonpost.com/opinions/henry-kissinger-to-settle-the-ukraine-crisis-start-at-the-end/2014/03/05/46dad868-a496-11e3-8466-d34c451760b9\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/opinions/henry-kissinger-to-settle-the-ukraine-crisis-start-at-the-end/2014/03/05/46dad868-a496-11e3-8466-d34c451760b9_story.html)

# S'opposer au nucléaire, et vite !

Nous vivons une époque trépidante. A peine encaissé le choc d'une pandémie mondiale venant remettre en cause le fonctionnement de nos sociétés, qu'une nouvelle déflagration vient encore assombrir les maigres perspectives d'un avenir planétaire plus radieux. Les combats actuellement livrés en Ukraine font ressurgir le spectre presque oublié d'un possible conflit généralisé entre nations, et avec lui, en plus de toutes les violences indissociables à une guerre, revient également au devant de la scène le risque nucléaire.

Une menace, elle aussi presque tombée dans l'oubli, à en croire la récente réhabilitation du nucléaire civil par certaines instances (et même par certains écologistes!) qui n'hésitent pas à présenter l'énergie atomique comme élément clé de la lutte contre le réchauffement climatique. La Commission européenne a dans ce sens adopté au mois de février dernier le projet de "label vert" pour le nucléaire. Celui-ci permet de reconnaître son utilité pour réduire l'émission de gaz à effet de serre, et ainsi de mobiliser des fonds privés et de bénéficier d'autres avantages liés à la croissance verte. Le gouvernement français a quant à lui annoncé un plan de relance avec la construction d'au moins 6 nouvelles centrales EPR d'ici 2035 (et 8 supplémentaires en « option ») pour répondre aux enjeux de la transition énergétique, mais sans pour autant revenir sur les déboires que connaît la filière depuis des années...

Cette promotion de l'énergie nucléaire n'est pourtant pas nouvelle et remonte même à ses débuts dans les années 50, où l'argumentation justifiant une action contre le réchauffement était généralement couplée avec celle de la demande d'énergie croissante et celle de l'épuisement prochain des ressources fossiles. Rien de nouveau donc depuis plus de 70 ans, mis à part que le monde est toujours plus chaud, et plus nucléarisé... Ainsi, les promoteurs de cette énergie « propre » que serait le nucléaire jouent facilement sur le fait, qu'effectivement, le fonctionnement d'un réacteur n'émet pratiquement pas de gaz carbonique. Mais ils évitent généralement de s'aventurer plus en détail sur l'ensemble des impacts en amont et en aval de la production, pourtant fortement générateurs de pollutions. De surcroît, les nombreuses impasses qui demeurent à ce jour irrésolues par les adeptes de cette technologie ne



permettent pas d'envisager une solution réaliste et souhaitable à la question climatique.

En effet, la construction des réacteurs, l'extraction du minerai d'uranium dans des pays tiers, son transport, son affinement et son enrichissement consomment beaucoup d'énergie fossile et de matières telles le béton et l'acier. Il n'existe par ailleurs aucune solution opérationnelle et sûre dans aucun pays pour gérer les déchets, tous les projets restent au mieux expérimentaux, ou se sont avérés défailtants. La solution sans garantie envisagée par les plus gros pays producteurs de déchets reste tout bonnement d'enfouir leurs déchets pour 100.000 ans en couche profonde, sachant que certains des déchets les plus dangereux dureront des millions d'années. Ce traitement représente un coût énergétique carboné incalculable et des installations gigantesques nécessitant d'énormes travaux. Sans compter la sécurité liée aux modalités de stockage et aux risques géologiques pouvant entraîner des contaminations et qui constitue par ailleurs un immense fardeau laissé aux générations futures. Ainsi la création contestée d'un immense centre de stockage souterrain (Cigéo) à Bure dans la Meuse nécessiterait des travaux pharaoniques pendant des dizaines d'années, et « même si l'installation s'avérait fonctionnelle, elle n'a été dimensionnée que pour accueillir les déchets des centrales existantes, soit 85 000 m<sup>3</sup>. Si la France devait construire de nouvelles centrales nucléaires, comme l'ont proposé Emmanuel Macron et de nombreux autres candidats à la présidentielle française de 2022, il faudrait donc lancer

la création d'un nouveau chantier d'enfouissement. » (1) Enfin, le démantèlement à venir des centrales nécessitera des travaux importants qui poseront des problèmes difficiles à résoudre. La question est pourtant essentielle, mais reste sans réponse. La centrale de Brennilis en Bretagne, mise à l'arrêt en 1985, n'est toujours pas démantelée 35 ans plus tard, et représente un surcoût financier colossal, évalué à au moins celui de la construction, si ce n'est le double.

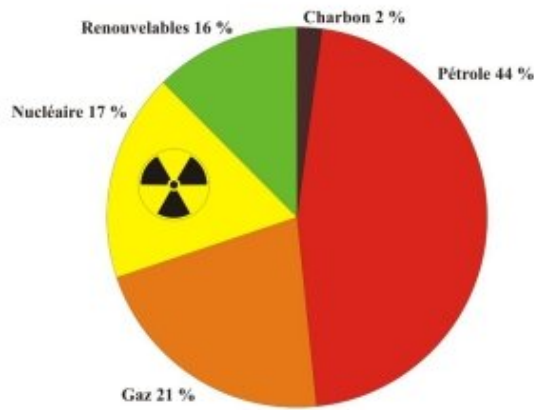
D'autre part, les engagements pris pour respecter l'Accord de Paris et éviter une dégradation plus importante du climat impliquent de diviser par deux les émissions de CO<sub>2</sub> fossiles d'ici 2030 et de parvenir à zéro carbone fossile en 2050. Ils nécessitent donc une action immédiate :

« Le premier objectif de 2030 devrait être une priorité absolue, sachant que la plupart des experts s'accordent à dire que l'on évitera difficilement un réchauffement

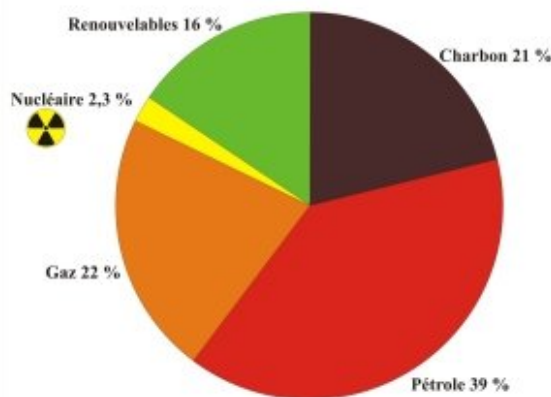
de +1,5°C à cette échéance et que l'on risque un point de non-retour d'emballlement climatique à partir de la deuxième moitié des années 2030. » Or, là encore, le nucléaire ne répond pas au défi. Les délais envisagés par EDF pour la construction des 6 nouveaux EPR permettraient au plus tôt une mise en service d'ici 2035. Mais la capacité de l'opérateur historique et de ses sous-traitants à tenir leurs délais laissent présager des retards importants. La centrale de Flamanville prévue pour 2012 n'est toujours pas opérationnelle 10 ans plus tard, et l'EPR construit par AREVA en Finlande a connu 12 ans de retard. On peut légitimement s'interroger sur l'objectif de 2035, qui est de toute façon bien trop tardif pour apporter une influence significative sur la réduction des émissions de carbone.

D'autres arguments viennent encore mettre en doute la capacité du nucléaire à incarner une alternative crédible aux énergies fossiles. En France, pays pourtant fortement nucléarisé, le nucléaire représente, comme on l'entend souvent, environ 70 % de l'électricité, mais seulement 17 % de son énergie globale. Les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) représentent ainsi quant à elles près de 70 % de la consommation française. Ces chiffres laissent entrevoir les conséquences et les limites qu'une substitution entraînerait : « Si la France voulait remplacer sa consommation d'énergie fossile par du nucléaire, notamment pour promouvoir la voiture électrique, elle devrait construire de l'ordre de 200 à 250 nouveaux réacteurs selon les normes actuelles. » Au niveau mondial, le nucléaire ne représentait en 2020 qu'une part très minime de l'énergie consommée sur Terre, de l'ordre de 2,3 %. Selon l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique), la filière ne « disposerait de réserves d'uranium à un coût acceptable d'un point de vue énergétique et financier que pour moins de 100 ans, sachant qu'au-delà de 2040 il faudrait de très lourds investissements. Si la production nucléaire devait doubler, pour approcher 5 % de l'énergie mondiale, cela signifierait la construction de 450 nouveaux réacteurs, mais aussi une division équivalente des réserves, soit moins de 50 ans. Si le nucléaire devait remplacer le seul charbon (environ 21 % de l'énergie mondiale), il resterait moins de 10 ans de réserves de combustible, avant de devoir fermer toutes les centrales.

La consommation d'énergie en France en 2019



La consommation d'énergie dans le monde en 2017



réf. Durand 2022, d'après Agence Internationale de l'énergie.

Et si le nucléaire devait remplacer l'ensemble des énergies fossiles, il y aurait moins de 3 ans de réserves. »

Dès lors, il est assez évident de s'apercevoir que les choix de maintien ou de relance du nucléaire ne sont pas déterminés dans le but d'apporter une réponse effective au réchauffement climatique, et que les intérêts les motivant dépassent de loin la question environnementale. Le contexte géopolitique actuel nous rappelle très clairement que l'utilisation du nucléaire civil ne peut être dissocié de son rôle stratégique militaire. A l'heure où de fortes tensions entre grandes puissances resurgissent, la menace de l'utilisation de l'arme nucléaire et la question de l'approvisionnement énergétique sont autant de facteurs pouvant déterminer l'issue d'un conflit. La centrale de Tchernobyl, près de 35 ans après l'explosion liée au dysfonctionnement de l'un de ses réacteurs, et aujourd'hui privée de système d'alimentation et de contrôle, porte à la fois le symbole du risque structurel inhérent à cette technologie, mais aussi celui du bouleversement extérieur venant accroître des potentialités d'accident déjà très fortes. Aussi, l'ironie du sort veut que ceux qui prétendent agir pour sauver la planète nous confronterons dans un futur proche à un risque accru, car les sécheresses, canicules, tempêtes ou séismes annoncés de manière plus fréquente et virulente en raison du réchauffement climatique constituent dès lors une menace supplémentaire et certaine dans un

monde encore plus nucléarisé. N'oublions pas que la catastrophe de Fukushima est survenue à la suite d'un tsunami... Pour autant, des solutions pour sortir de l'impasse atomique existent, et certains pays renoncent d'ores et déjà à cette énergie incontrôlable et mortifère. Des alternatives appelant à plus de sobriété, à repenser nos modes de production, et à développer de réelles énergies renouvelables contrecarrent et permettent de s'opposer au caractère inéluctable de la doctrine nucléariste du « jusqu'ici, tout va bien ». [Fred]

1-Voir l'article de Frédéric Durand : « Nucléaire, une fausse solution pour le climat? », Revue Terrestres, 16 février 2022. Les citations suivantes sont extraites du même article. <https://www.terrestres.org/2022/02/16/nucleaire-une-fausse-solution-pour-le-climat/>

1-Voir l'article de Frédéric Durand : « Nucléaire, une fausse solution pour le climat? », Revue Terrestres, 16 février 2022. Les citations suivantes sont extraites du même article. <https://www.terrestres.org/2022/02/16/nucleaire-une-fausse-solution-pour-le-climat/>

# Quel scénario pour 2050 ?

Comment vivra-t-on en 2050 ? Aurons-nous des voitures volantes autonomes propulsées par des mini moteurs nucléaires ? Ou serons-nous « revenus à la bougie » suite à un effondrement de notre société incapable de s'adapter aux catastrophes environnementales ? Et plus concrètement, pourrions-nous encore prendre notre voiture quand il nous chante pour aller voir un spectacle à Alès ?

Ces dernières années, plusieurs scénarios ont été avancés pour tenter d'apporter des réponses à ces questions. Le dernier est sorti en février, publié par le cabinet de conseil The Shift Project. D'autres sont le fruit d'associations (Greenpeace, NégaWatt), ou encore d'organismes publics (l'Ademe). Il s'agit d'études prospectives qui modélisent des données sur l'énergie, les transports, l'agriculture etc., pour réfléchir à ce que pourrait être la société en 2050 si nous voulons maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C d'ici 2100, comme le prévoit l'Accord de Paris au niveau international. Et il est maintenant bien établi que cet objectif nécessite immédiatement des transformations majeures dans nos modes de consommation et de production.



## Des hypothèses lourdes de conséquences

L'une des idées principales de ces scénarios est la neutralité carbone, qui consiste à n'émettre qu'une faible quantité de gaz à effet de serre, qui pourra être « capturé » et ainsi ne pas aggraver le réchauffement climatique. Cette capture peut être naturelle, puisque les végétaux absorbent du CO<sub>2</sub> et recrachent de l'oxygène, ou artificielle, avec des systèmes qui pourraient soit recycler le CO<sub>2</sub>, soit le stocker. Ce concept fait débat, car il peut être défini, interprété et utilisé de multiples façons, avec des implications fortes en terme d'efficacité et de justice sociale. Par exemple les industries polluantes comptent beaucoup sur la capture artificielle de CO<sub>2</sub>, car elles pourraient ainsi ne pas trop réduire leurs émissions,

tandis que les associations environnementales considèrent que ces technologies n'ont pas fait leurs preuves et qu'il ne faut donc pas compter dessus. Chaque partie va donc retenir une « hypothèse » différente sur la capture de CO<sub>2</sub>, orientée par sa vision du monde et ses intérêts.

D'autres hypothèses sont structurantes et lourdes de conséquences pour l'avenir. Certaines sont « climatiques », par exemple le nucléaire, avec certains scénarios qui comptent dessus, d'autres qui considèrent que l'on peut très bien s'en passer. Ou encore l'agriculture, certains scénarios tablant sur une agriculture entièrement biologique en 2050, avec des fermes plus petites et beaucoup plus d'emplois agricoles. Pourtant nous sommes peu nombreux à vouloir devenir paysans vu la difficulté du métier.

Une hypothèse est assez consensuelle, mais tout aussi lourde de conséquences, c'est l'abandon total ou quasi-total des énergies fossiles. Cela serait possible grâce à trois éléments. D'une part la « sobriété » : consommer moins d'énergie. D'autre part l'efficacité : réduire le gaspillage, et baisser la consommation pour un même usage. Enfin le développement des autres sources d'énergie : seulement les renouvelables pour certains, avec en plus le nucléaire pour d'autres, et avec des diffé-

rences d'approche pour des énergies qui commencent juste à se développer comme le biogaz ou l'hydrogène.

Chacune des hypothèses mérite des analyses et réflexions fouillées, car elles impliquent de grands changements dans nos modes de vie, et peuvent structurer différemment le tissu productif et logistique de la société de demain. Malheureusement, ces réflexions sont totalement absentes du débat démocratique. Macron, sans aucun débat, décide de relancer un programme nucléaire qui coûtera des milliards d'euros que nous pourrions mettre ailleurs. Les voitures « thermiques » seront interdites à la

vente en 2035, là encore sans aucun débat sur les alternatives pour la mobilité. Et de façon générale, s'il faut changer nos modes de production et de consommation, il s'agit bien de transformer la société. N'aurions-nous pas toutes et tous notre mot à dire sur un sujet aussi important ?

## Liberté, Égalité... Sobriété

Si nous voulons éviter une catastrophe écologique brutale, un profond changement culturel doit advenir dans les prochaines années. Car à de nombreux niveaux, il s'agit de rompre avec des habitudes et des visions fortement ancrées dans nos structures sociales. Diviser par 3 notre consommation d'énergie (scénario Négawatt) remet en question les notions de croissance,

de progrès technique continu et d'abondance matérielle. Pourtant l'économie, et souvent la socialisation des personnes, sont basés sur ces éléments. Notre mobilité sera aussi transformée, puisque nous n'aurons plus, ou beaucoup moins, accès à des voitures individuelles. Notre sociabilité va donc se resserrer autour de notre lieu de vie, limitant ainsi nos activités « à l'extérieur », ou les visites chez nos proches qui habitent loin. Bien sûr dans le même temps la vie locale sera redynamisée, mais sommes-nous prêts pour ces changements, surtout en milieu rural où nous utilisons autant la voiture ? Et comment nous y préparons-nous, pour que cela ne soit pas subi et source de frustrations ?

Et en fait, concrètement, qu'est-ce qui nous empêchera de faire ci ou de faire ça ? Qu'est-ce qui garantira que nous consommons de façon raisonnable ? Serons-nous obligés de limiter nos déplacements ou de recycler nos



plastiques, avec ce que cela pose en terme de liberté individuelle ? Ou certains aspects seront-ils régulés par les prix de marché, par exemple l'accès à la mobilité avec des prix de carburant si élevés qu'il sera difficile de se déplacer ? Avec dans ce cas la question de la justice sociale, les pauvres étant plus touchés par ce type de mécanisme que les riches. Et comment limiter nos utilisations du numérique dont l'empreinte écologique augmente dangereusement, alors que nous sommes drogués à l'internet illimité et aux réseaux sociaux ?

Toutes ces questions sont bien des enjeux démocratiques majeurs, qui ne peuvent pas rester des scénarios techniques dans les mains des spécialistes. Car pour appliquer les changements nécessaires, nous devons les accepter et y contribuer activement, ce qui est plus facile quand nous les comprenons et participons à leur conception ! Si les changements sont imposés et subis, ils généreront des tensions sociales importantes nuisant à leur application, et débouchant sur une dérive autoritaire des institutions.

## Une croissance verte, vraiment ?

Quand les scientifiques et les rapports internationaux parlent de changements de modes de production et de consommation, chacun.e peut l'interpréter selon ses idées politiques. Les défenseurs du capitalisme tablent ainsi sur la « croissance verte » et l'innovation, sans remettre en question les structures des pouvoirs économiques et politiques actuelles. Pourtant, cela fait maintenant des décennies que la sonnette d'alarme écologique a été tirée, mais les actions enclenchées en France et ailleurs ne permettent toujours pas de respecter les objectifs de l'accord de Paris. Et quand on voit l'ampleur des actions à mettre en œuvre selon les scénarios pour 2050, on peut douter que nous y arrivions vu le peu que nous avons fait jusqu'à présent.

Il faut dire qu'il y a une contradiction majeure entre le capitalisme et les besoins de notre époque. Le capitalisme se base sur la croissance et la concurrence. Une entreprise qui ne vend pas, ou moins que les autres, risque de disparaître. La publicité, l'obsolescence programmée, la réduction des coûts, sont donc intrinsèques au capitalisme, sous une forme ou une autre, malgré leurs effets néfastes aux niveaux écologique et social.

Nous pourrions toujours tenter d'encadrer et réguler le capitalisme, cette tension entre la dynamique du système et les besoins de la société n'est pas vraiment constructive.

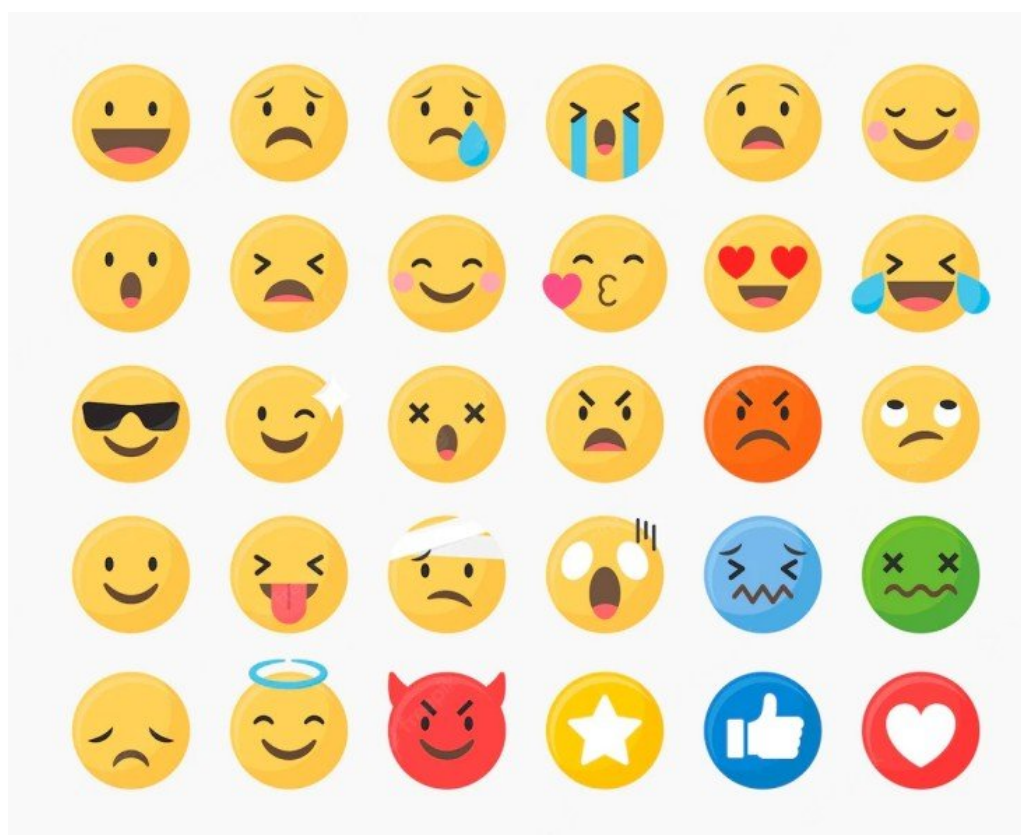
En plus, la concurrence du capitalisme s'exerce à tous les niveaux de la société : entre les entreprises, mais de plus en plus aussi entre les universités, les hôpitaux, et même entre les individus à l'école ou sur le marché du travail. Mais dans des moments de crise et de changement majeur avec beaucoup d'incertitude, la concurrence est-elle vraiment adaptée ? Ne risque-t-elle pas de dégénérer en violence, chacun.e tentant de se protéger face à ses « concurrent.e.s » ? Ne faudrait-il pas plutôt privilégier la coopération, se serrer les coudes, partager ce que l'on a ? L'immense élan de solidarité avec l'Ukraine fait chaud au cœur, et montre la spontanéité de ce sentiment. Pourquoi ne pas étendre ce genre d'attitude à l'ensemble de nos interactions, y compris avec les autres éléments de nos écosystèmes (animaux, végétaux, minéraux, etc.) ?

Alors, peut être nos changements de mode de vie passent-ils aussi par un changement d'organisation sociale, économique, politique ?... Il y a du pain sur la planche. On ne sera pas trop nombreux. [Joce]

# L'actualité en « franglish »

## Liker

Ne croyez surtout pas que je m'ennuie. Loin de là, j'ai au contraire un timing très serré, entre un rendez-vous avec mon coach mental, un doppler de-ci, un check-up de là, sans oublier mon cours de yoga sur Youtube, je ne sais plus où donner de la tête. Je n'ai même plus le temps de téléphoner à mes enfants, je leur envoie des sms illustrés d'émoticônes. Ils savent bien que je suis une surbookée chronique. Eux aussi d'ailleurs, au seuil du burnout, je le pressens. Entre nous dorénavant plus de grandes phrases pour exprimer nos sentiments réciproques. Nous échangeons par voie de selfie, de like ou à la rigueur de tweets, et cela suffit pour nous rassurer les uns les autres. Trop cool, non?



## Cocooner

Pour occuper mes soirées cocooning, j'ai entamé le dernier Houellebecq, best-seller, largement boosté par une campagne médiatique digne de sa notoriété. Si j'apprécie son côté borderline désabusé de tout, pas sûr qu'il m'aide à surmonter le blues de l'hiver.

Par gros temps, je m'adonne à la littérature mainstream : Musso, Lévy, vous voyez le style... Avec eux, pas besoin de se triturer le bulbe pour suivre le fil de l'histoire. Il m'arrive aussi parfois, je l'avoue, de céder aux appeaux de la presse people et de me repaître des pathétiques popotins de la jet-set exhibés dans les tabloïds. La life des stars siliconées, c'est un peu ma rave à moi... Pardonnez-moi ces petites faiblesses de boomer...

## Driver

Mon look de hasbeen ne m'empêche pas d'être une adepte du drive. A l'écart des clusters, plus de contacts physiques ou si peu, plus d'attente inutile, plus de conversations stériles avec les employés, à la caisse, ou pire avec d'autres clients, quel immense progrès que le drive ! Quelques clics depuis mon smartphone, et c'est bouclé grâce à ma check-list, puis débité cash de mon compte bancaire.

## Supporter

Irrécupérable, je ne capte pratiquement rien au foot, mais j'ai toujours été une ardente fan de l'OM, avant, pendant, et après Bernard Tapie. D'ailleurs, que peut-on reprocher à cet homme? Il a rempli les fans-zones de supporters exaltés, il a procuré du bonheur en pagaille, il méritait bien toutes ces standing-ovations dans les gradins enflammés. Et Tapie était parti de rien, le prototype du self-made-man, ne l'oublions pas. Au fait, pourquoi ne pas lui avoir accordé la Légion d'horreur à titre posthume, on l'a bien accordée à une ex-ministre qui a brillé par son incompétence? Mais c'est un autre sujet...

L'autre soir, aux news, j'ai assisté au come-back d'un certain Donald Trump. Franchement, il était au top, casquette rouge masquant, hélas, son regard azur, teint de crevette rose décongelée, embonpoint discret... A voir ces foules d'hystériques au QI de drosophile, je comprends mieux comment Adolf Hitler a pu bâtir son empire mortifère. C'est un autre sujet, bien sûr...

## Le scoop

Contre toute attente, Macron a annoncé la construction de gentilles petites centrales nucléaires, de quoi « emmerder » durablement les générations futures. Et comme un malheur ne vient jamais seul, les puissants lobbies de l'atome ont réussi un grand coup de greenwashing en faisant classer l'énergie nucléaire dans la catégorie verte au sein de l'UE. Une manne pour le capitalisme, vert ou pas, qui peut prévoir de beaux jours devant lui. Et ça, c'est vraiment tout un sujet.

[Danielle Pelletier, écrit au cœur de l'hiver 2022]

# L'adieu aux livres

Ernest Hemingway a écrit, en 1929, un roman intitulé l'Adieu aux armes. S'il avait pour lui-même mis en pratique ce beau titre, il n'aurait jamais possédé le fusil de chasse avec lequel il se catapulta hors du monde. Il aurait écrit d'autres livres, qui auraient pris place dans les rayons de ma bibliothèque.

Ou peut être pas: parce que la place, l'espace, hélas, pour qui trop amasse, à la fin ça s'entasse, forcément il y a de la casse. Tiens, j'aurais du faire du slam, moi. Quelque chose de classe, sans rien qui dépasse, jamais dégueulasse, avec de l'audace et pas de menaces. Au lieu de quoi, j'ai entassé des livres. Plus de cinquante ans de lecture forcenée, ça finit par donner des pièces envahies d'ouvrages, et, les rayons une fois pleins, des piles et des piles vacillantes telles des tours de Pise. Alors, il y a cinq

philosophiques, peu importe ce que vous lisez, lire doit être avant tout un plaisir. Laissez aux universitaires, aux critiques, aux exégètes, aux "spécialistes", le soin de décortiquer le style, la syntaxe, la structure. Le lecteur a tous les droits, même celui de ne pas lire.

Mais c'est dangereux un peuple qui lit. C'est dangereux un peuple qui se cultive et devient moins ignorant. C'est dangereux un peuple qui s'ouvre l'esprit et découvre les mille divers visages du monde et de ceux qui y vivent. L'infinie variété de tant et tant d'écrits divers qui enrichissent notre imagination et nous font désirer des modèles différents. Car même s'ils n'ont pas de réponse à toutes les questions, au fond les livres reflètent très souvent la réalité de notre société de ses transformations, de ses dérives.

Que font tous les despotes qui prennent le pouvoir sinon de freiner au maximum la presse, la culture, ou de la normaliser. Chez nous, en France, qu'a fait le président Macron pendant la pandémie sinon d'aussitôt interdire la vente des livres et de fermer tous les lieux de culture, la considérant comme "non-essentielle", alors qu'elle est ce qui nous rassemble, nous donne espoir et joie, nous fait vibrer, nous rend fondamentalement humains. Que

sommes nous sans musique, sans images, sans savoir, sans théâtre, sans danses ni chansons? Des animaux tristes, et cette mesure était bête à pleurer. La culture étant ce qui nous unit, la supprimer, l'interrompre, n'amène qu'à la dispersion, l'éclatement.

Il y a quelque chose qui m'a toujours étonné, mais joyeusement étonné si je puis dire, c'est que livre et libre ont la même racine latine: liber. Et le liber, chacun ou presque le sait, c'est cette fine membrane entre le bois et l'écorce des arbres par où circule la sève. Alors, que la sève de la liberté circule longtemps encore par la rivière des livres, tel est mon vœu. [bernard blangenais]



ou six mois, j'ai dit adieu à mes livres. Je les ai donnés. Presque tous. N'en ai gardé que quelques centaines.

Ce qui est réjouissant, c'est qu'ils vont trouver d'autres lecteurs, avoir une vie nouvelle. Car c'est un bonheur, la lecture. C'est un frais courant d'air qui vous nettoie de la lourdeur du monde. Du temps volé à cette modernité technologique qui n'a plus aucune grâce, plus froide que le béton. Pour moi, lire le soir sous la couette, c'est comme un gâteau à la cannelle tout juste sorti du four. Une orange en plein désert, ou la pluie quand tout a soif.

Lire vous donne des joies sans nombre, vous fait découvrir des continents nouveaux, des langages venus d'ailleurs, des façons d'être inconnues. Romans, nouvelles, récits, recueils de poèmes, biographies, essais, livres d'histoire ou de voyages, bandes dessinées, traités

---

Envoyez-nous vos contributions et remarques. Contact: [episodecevenol@laposte.net](mailto:episodecevenol@laposte.net)

<https://episodecevenol.noblogs.org/>

*Ne pas jeter sur la voie publique S. V. P.*